

HOOFDSTUK XV. — *Inwerkingtreding*

Art. 27. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 10, dat uitwerking heeft met ingang van 1 december 2015, en artikel 8, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 juli 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
Mevr. A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
Mevr. M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Mevr. I. SIMONIS

—
Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 310-1. — Commissieamendementen, nr. 310-2. — Verslag, nr. 310-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 13 juli 2016.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/203977]

21 JUILLET 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles international

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles international;

Vu l'avis du Comité de direction de Wallonie-Bruxelles international, donné le 8 mars 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 avril 2016;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 21 avril 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 avril 2016;

Vu le rapport du 21 avril 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole de négociation n° 702 du Comité de secteur XVI, établi le 27 mai 2016;

Vu l'avis 59.579/4 du Conseil d'État donné le 6 juillet 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le décret du 8 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008;

Considérant le décret du 8 mai 2008 portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française, à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les articles 277 et 294 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles international, les mots « plan opérationnel » sont chaque fois remplacés par les mots « contrat d'administration ».

Dans le livre II, titre II, chapitre II, section 5, du même arrêté, les mots « plan opérationnel » sont remplacés par les mots « contrat d'administration ».

Art. 2. L'article 276 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art 276. § 1^{er}. Un contrat d'administration est établi pour l'organisme, conformément à l'article 276/1.

Le contrat d'administration incluant une planification stratégique à cinq ans comprend au minimum :

1° une description des missions;

2° une analyse de l'environnement et des principaux acteurs;

3° les objectifs stratégiques et opérationnels;

4° les projets stratégiques;

5° l'affectation des moyens budgétaires et des ressources logistiques et liées aux technologies de l'information et de la communication;

6° les plans de personnel et les organigrammes visés à l'article 10;

7° les modalités de fonctionnement entre les Gouvernements et l'organisme;

8° les modalités de communication externe.

§ 2. Le mandataire s'appuie sur le ou les vade-mecums adoptés par les Gouvernements pour rédiger le contrat d'administration. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, sont insérés les articles 276/1 à 276/4 rédigés comme suit :

« Art. 276/1. Dans les six mois de la désignation des mandataires de rang A2, le ou les fonctionnaires dirigeants transmettent un projet de contrat d'administration aux Gouvernements.

Les Gouvernements et le ou les fonctionnaires dirigeants négocient le projet de contrat d'administration.

Dans les douze mois de la désignation des mandataires, les Gouvernements adoptent le contrat d'administration.

Art. 276/2. Chaque année, après le vote du budget par les Parlements, le ou les fonctionnaires dirigeants transmettent un rapport de suivi du contrat d'administration aux Gouvernements par l'intermédiaire du ou des Ministres qui ont les relations internationales dans leurs attributions.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} présente :

1° l'évolution de l'atteinte des objectifs et des projets stratégiques;

2° les nouveaux risques identifiés par rapport à la mise en œuvre du contrat;

3° les propositions de modification du contrat d'administration.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} assure la cohérence entre le contenu du contrat d'administration et le budget voté pour l'année.

Art. 276/3. Les Gouvernements et le ou les fonctionnaires dirigeants, à la demande d'une des parties, peuvent modifier le contrat d'administration selon une procédure fixée dans le ou les vade-mecums.

Un délai minimum de six mois s'écoule entre deux modifications.

Art. 276/4. Le contrat d'administration prend fin par la conclusion d'un nouveau contrat d'administration conformément à l'article 276/3.

Au plus tard six mois avant l'expiration du contrat d'administration, le ou les fonctionnaires dirigeants soumettent aux Gouvernements leur évaluation du contrat et de sa mise en œuvre. Ils y joignent leurs recommandations pour l'établissement du prochain contrat d'administration. ».

Art. 4. Dans l'article 277 du même arrêté, les mots « à l'article 276 » sont chaque fois remplacés par les mots « à l'article 276/3 ». Les mots « du plan » sont supprimés.

Dans l'alinéa 2, la première formulation des mots « à l'article 276 » doit être remplacée par les mots « à l'article 286 ».

Art. 5. L'article 286 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 286. § 1^{er}. Les Gouvernements évaluent les mandataires de rang A2 deux ans après la désignation des mandataires et dans le courant de la dernière année de la législature à un moment déterminé par le ou les Ministres fonctionnels.

§ 2. L'évaluation porte sur le niveau de réalisation des missions de gestion et des objectifs, ainsi que sur les prestations concrètes résultant des objectifs stratégiques et opérationnels qui répondent à la lettre de mission et au contrat d'administration ou au contrat d'objectifs.

L'évaluation se base sur le rapport de suivi annuel. Les Ministres fonctionnels peuvent demander un rapport complémentaire au mandataire.

§ 3. Si un élément contenu dans le rapport visé au paragraphe 2, alinéa 2, ou toute autre circonstance dûment mentionnée le justifie, les Ministres ayant les relations internationales dans leurs attributions décident qu'une évaluation supplémentaire est effectuée au cours du mandat. ».

Art. 6. L'article 287 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 287. L'évaluation fait l'objet d'une des mentions suivantes :

1° « favorable » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le contrat d'administration ou le contrat d'objectifs dont le mandataire est responsable, coresponsable ou contributeur, mais dans cette dernière hypothèse uniquement pour sa contribution, ont soit été suffisamment réalisés quantitativement et qualitativement et dans les délais prévus, soit n'ont pas été suffisamment réalisés ou pas dans les délais prévus mais qu'il apparaît, sur base des éléments de justification présentés par le mandataire, que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou à des éléments extérieurs qui ne lui sont pas imputables;

2° « réservé » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le contrat d'administration ou le contrat d'objectifs dont le mandataire est responsable, coresponsable ou contributeur, mais dans cette dernière hypothèse uniquement pour sa contribution, n'ont été que trop partiellement réalisés quantitativement ou qualitativement ou pas dans les délais prévus;

3° « défavorable » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission et dans le contrat d'administration ou le contrat d'objectifs dont le mandataire est responsable, coresponsable ou contributeur, mais dans cette dernière hypothèse uniquement pour sa contribution, n'ont été qu'insuffisamment réalisés quantitativement ou qualitativement ou pas dans les délais prévus. ».

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre qui a les relations internationales dans ses attributions et le Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 juillet 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/203977]

21. JULI 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie Bruxelles International

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles, Artikel 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie Bruxelles International;

Aufgrund des am 8. März 2016 abgegebenen Gutachtens des Direktionsausschusses von Wallonie Bruxelles International;

Aufgrund des am 13. April 2016 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 21. April 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 21. April 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Berichts vom 21. April 2016, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 27. Mai 2016 aufgestellten Verhandlungsprotokolls Nr. 702 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 6. Juli 2016 in Anwendung des Artikels 84, § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 59.579/4 des Staatsrats;

In Erwägung des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung zu dem am 20. März 2008 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für internationale Beziehungen Wallonie-Bruxelles;

In Erwägung des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung, was die Angelegenheiten betrifft, die durch die Französische Gemeinschaft übertragen wurden, zu dem am 20. März 2008 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles;

Auf Vorschlag des Ministers-Präsidenten und des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In den Artikeln 277 und 294 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie Bruxelles International wird der Wortlaut "operativer Plan" jeweils durch den Wortlaut "Verwaltungsvertrag" ersetzt.

In Buch II, Titel II, Kapitel II, Abschnitt 5 desselben Erlasses wird der Wortlaut "operativer Plan" durch den Wortlaut "Verwaltungsvertrag" ersetzt.

Art. 2 - Artikel 276 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 276 - § 1. Gemäß Artikel 276/1 wird ein Verwaltungsvertrag für die Einrichtung erstellt.

Der Verwaltungsvertrag, der eine strategische Planung auf fünf Jahre einschließt, beinhaltet mindestens:

1° eine Beschreibung der Aufgaben;

2° eine Analyse der Umfelds und der Hauptakteure;

3° die strategischen und operativen Ziele;

4° die strategischen Projekte;

5° die Zuwendung der Haushaltsmittel und der logistischen und mit den Informations- und Kommunikationstechnologien verbundenen Mittel;

6° die in Artikel 10 erwähnten Personal- und Organisationspläne;

7° die Modalitäten für die Arbeit zwischen der Regierung und der Einrichtung;

8° die Modalitäten für die externe Kommunikation.

§ 2. Der Mandatsträger stützt sich auf das oder die von den Regierungen zur Verfassung des Verwaltungsvertrags angenommenen Vademekums."

Art. 3 - In denselben Erlass werden die Artikel 276/1 bis 276/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 276/1 - Innerhalb von sechs Monaten nach der Bestellung der Mandatsträger des Dienstrangs A2 übermitteln der oder die leitenden Beamten den Regierungen einen Entwurf des Verwaltungsvertrags.

Die Regierungen und der oder die leitenden Beamten verhandeln über den Entwurf des Verwaltungsvertrags.

Innerhalb von zwölf Monaten nach der Bestellung der Mandatsträger nehmen die Regierungen den Verwaltungsvertrag an.

Art. 276/2 - Jedes Jahr nach der Abstimmung über den Haushaltsplan durch die Parlamente übermitteln der oder die leitenden Beamten den Regierungen einen Fortschrittsbericht über den Verwaltungsvertrag über den oder die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen gehören.

Der in Absatz 1 erwähnte Bericht umfasst:

1° den Fortschritt in Sachen Erfüllung der strategischen Ziele und Projekte;

2° die neuen erfassten Risiken, was die Durchführung des Vertrags betrifft;

3° die Abänderungsvorschläge des Verwaltungsvertrags.

Der in Absatz 1 erwähnte Bericht gewährleistet die Kohärenz zwischen dem Inhalt des Verwaltungsvertrags und dem für das Jahr verabschiedeten Haushalt.

Art. 276/3 - Die Regierungen und der oder die leitenden Beamten können auf Antrag einer der beiden Parteien hin den Verwaltungsvertrag nach einem in dem oder den Vademekums festgelegten Verfahren abändern.

Eine Mindestfrist von sechs Monaten läuft zwischen zwei Abänderungen ab.

Art. 276/4 - Der Verwaltungsvertrag endet durch den Abschluss eines neuen Verwaltungsvertrags gemäß Artikel 276/3.

Spätestens sechs Monate vor dem Ablauf des Verwaltungsvertrags unterbreiten der oder die leitenden Beamten den Regierungen ihre Bewertung zu dem Vertrag und dessen Durchführung. Sie fügen ihm ihre Empfehlungen für die Erstellung des folgenden Verwaltungsvertrags bei."

Art. 4 - In Artikel 277 desselben Erlasses wird der Wortlaut "in Artikel 276" jeweils durch den Wortlaut "in Artikel 276/3" ersetzt. Der Wortlaut "des Plans" wird gestrichen.

In Absatz 2 ist der Wortlaut "in Artikel 276" beim ersten Vorkommen im Text durch den Wortlaut "in Artikel 286" zu ersetzen.

Art. 5 - Artikel 286 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 286 - § 1. Die Regierungen bewerten die Mandatsträger des Dienstrangs A2 zwei Jahre nach der Bestellung der Mandatsträger und im Laufe des letzten Jahres der Legislaturperiode zu einem von dem oder den funktionellen Ministern bestimmten Zeitpunkt.

§ 2. Die Bewertung bezieht sich auf den Stand der Verwirklichung der Verwaltungsaufgaben und der Ziele und auf die konkreten, sich aus den strategischen und operativen Zielen ergebenden Leistungen, die der Aufgabenbeschreibung und dem Verwaltungsvertrag oder dem Zielsetzungsvertrag entsprechen.

Die Bewertung stützt sich auf den jährlichen Fortschrittsbericht. Die funktionellen Minister können von dem Mandatsträger einen zusätzlichen Bericht verlangen.

§ 3. Falls ein in dem in § 2 Absatz 2 angeführten Bericht enthaltenes Element oder jegliche sonstige ordnungsgemäß angeführte Umstände dies rechtfertigen, beschließen der oder die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen gehören, dass im Laufe des Mandats eine zusätzliche Bewertung durchgeführt wird."

Art. 6 - Artikel 287 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 287 - Die Bewertung ist Gegenstand eines der nachstehenden Vermerke:

1° "günstig": Wenn die Verwaltungsaufgaben und die strategischen und operativen Ziele, die in der Aufgabenbeschreibung und in dem Verwaltungsvertrag oder in dem Zielsetzungsvertrag, für welchen der Mandatsträger verantwortlich, mitverantwortlich ist oder zu welchem er beiträgt, aber in letztgenanntem Fall nur was seinen Beitrag betrifft, enthalten sind, entweder ausreichend und innerhalb der vorgesehenen Fristen quantitativ und qualitativ erreicht wurden oder nicht ausreichend bzw. nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen quantitativ und qualitativ erreicht wurden, der Mandatsträger jedoch den Nachweis erbringt, dass diese Situation auf unvorhersehbare oder von ihm völlig unabhängige Umstände zurückzuführen ist;

2° "vorbehaltlich": Wenn die Verwaltungsaufgaben und die strategischen und operativen Ziele, die in der Aufgabenbeschreibung und in dem Verwaltungsvertrag oder in dem Zielsetzungsvertrag, für welchen der Mandatsträger verantwortlich, mitverantwortlich ist oder zu welchem er beiträgt, aber in letztgenanntem Fall nur was seinen Beitrag betrifft, enthalten sind, quantitativ und qualitativ nur zu teilhaft, oder nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen erreicht wurden;

3° "ungünstig": Wenn die Verwaltungsaufgaben und die strategischen und operativen Ziele, die in der Aufgabenbeschreibung und in dem Verwaltungsvertrag oder in dem Zielsetzungsvertrag, für welchen der Mandatsträger verantwortlich, mitverantwortlich ist oder zu welchem er beiträgt, aber in letztgenanntem Fall nur was seinen Beitrag betrifft, enthalten sind, quantitativ und qualitativ nur unzulänglich, oder nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen erreicht wurden."

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tage des Monats, der dem Ablauf einer Frist von zehn Tagen ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen gehören, und der Minister für den öffentlichen Dienst werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Juli 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/203977]

21 JULI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles-international »

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles-International »;

Gelet op het advies van het directiecomité van « Wallonie-Bruxelles international », uitgebracht op 8 maart 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 april 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 21 april 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 april 2016;

Gelet op het rapport van 21 april 2016 opgesteld artikel 3, 2°, overeenkomstig het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 702 van het Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 27 mei 2016;

Gelet op advies nr. 59.579/4 van de Raad van State, gegeven op 6 juli 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", gedaan op 20 maart 2008;

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming, wat betreft de materies waarvan de uitoefening door de Franse Gemeenschap is overgedragen, met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles";

Op de voordracht van de Minister-President en van de Minister van Ambtenarenzaken,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de artikelen 277 en 294 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles-International » worden de woorden « operationeel plan » telkens vervangen door de woorden « bestuurscontract ».

In boek II, titel II, hoofdstuk II, afdeling 5, van hetzelfde besluit worden de woorden « operationeel plan » vervangen door de woorden « bestuurscontract ».

Art. 2. Artikel 276 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art 276. § 1. Er wordt een bestuurscontract voor de instelling opgemaakt, overeenkomstig artikel 276/1.

Het bestuurscontract, dat een strategische planning over vijf jaar inhoudt, bevat minstens :

1° een omschrijving van de opdrachten;

2° een analyse van het leefmilieu en van de voornaamste actoren;

3° de strategische en operationele doelstellingen;

4° de strategische projecten;

5° de bestemming van de begrotingsmiddelen en van de logistieke hulpmiddelen i.v.m. de informatie- en communicatietechnologieën;

6° de personeelsplannen en de personeelsformaties bedoeld in artikel 10;

7° de modaliteiten inzake de werking tussen de Regeringen en de instelling;

8° de modaliteiten inzake externe communicatie.

§ 2. De mandataris baseert zich op het vade-mecum/de vademecums dat/die door de Regering zijn aangenomen om het bestuurscontract op te maken. ».

Art. 3. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met de artikelen 276/1 tot 276/4, luidend als volgt :

« Art. 276/1. Binnen zes maanden na de aanwijzing van de mandatarissen van rang A2 richt(en) de leidend ambtenaar (ambtenaren) een ontwerp van bestuurscontract aan de Regeringen.

De Regeringen en de leidend ambtenaar (ambtenaren) onderhandelen over het ontwerp van bestuurscontract.

De Regeringen nemen het bestuurscontract aan binnen twaalf maanden na de aanwijzing van de mandatarissen.

Art. 276/2. De leidend ambtenaar (ambtenaren) richt(en) jaarlijks, na de stemming van de begroting door de Parlementen, een opvolgingsrapport over het bestuurscontract aan de Regeringen via de Minister(s) bevoegd voor internationale betrekkingen.

Het rapport bedoeld in het eerste lid heeft betrekking op :

- 1° de evolutie i.v.m. het halen van de strategische doelstellingen en projecten;
- 2° de nieuwe risico's geïdentificeerd t.o.v. de uitvoering van het contract;
- 3° de voorstellen tot wijziging van het bestuurscontract.

Het rapport bedoeld in het eerste lid waarborgt de cohesie tussen de inhoud van het bestuurscontract en de begroting die voor het jaar is gestemd.

Art. 276/3. De Regeringen en de leidend ambtenaar (ambtenaren) kunnen, op verzoek van één van de partijen, het bestuurscontract wijzigen volgens een procedure die in het vade-mecum (de vade-mecums) vastligt.

Tussen twee wijzigingen verstrijkt een termijn van minimum zes maanden.

Art. 276/4. Het bestuurscontract eindigt door het afsluiten van een nieuw bestuurscontract, overeenkomstig artikel 276/3.

Uiterlijk zes maanden na het verstrijken van het bestuurscontract legt (leggen) de leidend ambtenaar (ambtenaren) zijn (hun) evaluatie van het contract en van de uitvoering ervan aan de Regeringen over. Ze voegen er hun aanbevelingen voor het opmaken van het volgende bestuurscontract bij. ».

Art. 4. In artikel 277 van hetzelfde besluit worden de woorden « in artikel 276 » telkens vervangen door de woorden « in artikel 276/3 ». De woorden « van het plan » worden geschrapt ».

In het tweede lid wordt de eerste formulering van de woorden « in artikel 276 » vervangen door de woorden « in artikel 286 ».

Art. 5. Artikel 286 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 286. § 1. De Regeringen evalueren de mandatarissen van rang A2 twee jaar na hun aanwijzing en in de loop van het laatste jaar van de legislatuur op een tijdstip bepaald door de functionele minister(s).

§ 2. De evaluatie slaat op het niveau van de verwezenlijking van de opdrachten en doelstellingen alsook op de concrete prestaties die het resultaat zijn van de strategische en beleidsdoelstellingen die aan de opdrachtbrief en het bestuurscontract of het doelstellingencontract voldoen.

De evaluatie is gegrond op het jaarlijkse opvolgingsrapport. De functionele ministers kunnen de mandataris verzoeken om een bijkomend rapport.

§ 3. Indien een element in het rapport bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, of elke andere behoorlijke vermelde omstandigheid het rechtvaardigt, beslissen de voor internationale betrekkingen bevoegde ministers dat een bijkomende evaluatie wordt doorgevoerd in de loop van het mandaat. ».

Art. 6. Artikel 287 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 287. De evaluatie is het voorwerp van één van de volgende meldingen :

1° « gunstig » : indien de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen vervat in de opdrachtbrief en in het bestuurscontract of het doelstellingencontract waarvoor de mandataris verantwoordelijk of medeverantwoordelijk is of waarin hij heeft bijgedragen, in het laatste geval evenwel enkel wat zijn bijdrage betreft, hetzij voldoende zijn gehaald op kwantitatief en kwalitatief vlak en binnen de voorgeschreven termijnen, hetzij niet voldoende of niet binnen de voorgeschreven termijnen zijn gehaald maar dat, op basis van de rechtvaardigingselementen die de mandataris inroept, blijkt dat die toestand te wijten is aan onvoorspelbare omstandigheden of aan externe elementen die niet aan hem toe te schrijven zijn;

2° « gereserveerd » : indien de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen vervat in de opdrachtbrief en in het bestuurscontract of het doelstellingencontract waarvoor de mandataris verantwoordelijk of medeverantwoordelijk is of waarin hij heeft bijgedragen, in het laatste geval evenwel enkel wat zijn bijdrage betreft, slechts gedeeltelijk zijn gehaald op kwantitatief en kwalitatief vlak of niet binnen de voorgeschreven termijnen;

3° « ongunstig » : indien de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen vervat in de opdrachtbrief en in het bestuurscontract of het doelstellingencontract waarvoor de mandataris verantwoordelijk of medeverantwoordelijk is of waarin hij heeft bijgedragen, in het laatste geval evenwel enkel wat zijn bijdrage betreft, onvoldoende zijn gehaald op kwantitatief en kwalitatief vlak of niet binnen de voorgeschreven termijnen. ».

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 8. De Minister bevoegd voor internationale betrekkingen en de Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 juli 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/203978]

21 JUILLET 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon portant modification du Code de la Fonction publique wallonne en vue d'accorder une allocation aux membres des commissions visées par l'article 363, § 2, choisis en dehors de l'administration, d'organismes publics ou de Cabinets ministériels

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 novembre 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 décembre 2015;

Vu le protocole n° 695 du Comité de secteur n° XVI, établi le 26 février 2016;